

Sélection d'article sur la politique suisse

processus

l'initiative du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) visant à combattre la pénurie de main d'œuvre qualifiée

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Bernhard, Laurent

Citations préféré

Bernhard, Laurent 2025. *Sélection d'article sur la politique suisse: l'initiative du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) visant à combattre la pénurie de main d'œuvre qualifiée, 2013*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 24.06.2025.

Sommaire

Chronique générale	1
Politique sociale	1
Population et travail	1
Marché du travail	1

Abréviations

WBF Eidgenössisches Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung

DEFR Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche

Chronique générale

Politique sociale

Population et travail

Marché du travail

AUTRE
DATE: 06.11.2013
LAURENT BERNHARD

S'agissant de **l'initiative du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) visant à combattre la pénurie de main d'œuvre qualifiée**, le Conseil fédéral Johann Schneider-Amman a réuni en mai autour d'une table ronde les représentants des cantons et des partenaires sociaux. Sur la base d'un rapport datant de 2011, les participants ont déterminé quatre champs d'action visant à promouvoir le recours au potentiel offert par la main-d'œuvre suisse. Les parties prenantes ont convenu de relever le niveau de qualification et de formation, d'améliorer la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, de créer de meilleures conditions de travail pour les employés plus âgés et d'encourager l'innovation en vue d'accroître la productivité. En novembre, le Conseil fédéral a adopté un ensemble de mesures portant sur une durée de quatre ans (2015 à 2018). Les cantons et les partenaires sociaux se sont engagés à prendre des mesures supplémentaires dans leurs domaines de compétences respectifs.¹

1) Communiqués du Seco du 21.5. et 6.11.13 ; Litt. DFE.